

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 décembre 1980 dispensant certaines catégories d'étrangers de l'obligation d'être titulaires d'une carte professionnelle pour l'exercice d'une activité professionnelle indépendante est complété par un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o les réfugiés autorisés à séjourner ou à s'établir dans le Royaume en application de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Art. 2. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 février 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 december 1980 tot vrijstelling van bepaalde categorieën van vreemdelingen van de verplichting houder te zijn van een beroepskaart voor de uitoefening van een zelfstandige beroepsactiviteit wordt aangevuld met een 7^o, luidend als volgt :

« 7^o de vluchtelingen die vergunning hebben verkregen in het Rijk te verblijven of er zich te vestigen met toepassing van artikel 49 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering der vreemdelingen ».

Art. 2. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

F. 91 — 528

21 FEVRIER 1991. — Arrêté royal portant exécution de l'article 34, § 4, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, notamment l'article 34, modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1984, 19 juillet 1985 et 21 février 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de fixer sans délai les conditions dans lesquelles doivent être effectués les paiements des allocations familiales à titre provisionnel afin de permettre aux organismes compétents de poursuivre légalement lesdits paiements;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

I. Dispositions introductives :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

a) « arrêté royal du 8 avril 1976 » : l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants;

b) « organismes » : les Caisses d'assurances sociales, la Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

c) « brevet d'attributaire » : le document dont l'utilisation est rendue obligatoire en application de l'arrêté ministériel pris en exécution de l'article 34 de l'arrêté royal du 8 avril 1976.

N. 91 — 528

21 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 34, § 4, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 maart 1976 betreffende de gezinsbijslag voor zelfstandigen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 april 1984, 19 juli 1985 en 21 februari 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is zonder verwijl de voorwaarden te bepalen waaronder de kinderbijslag provisioneel moet uitgekeerd worden ten einde de bevoegde instellingen toe te laten de bedoelde uitkeringen wettelijk voort te zetten;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, Onze Staatssecretaris voor Middenstand en Onze Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

I. Inleidende bepalingen :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) « koninklijk besluit van 8 april 1976 » : het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen;

b) « instellingen » : de Sociale Verzekeringsfondsen, de Nationale Hulpkas voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen en het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

c) « brevet van rechthebbende » : het document waarvan het gebruik verplicht is gesteld door het ministerieel besluit genomen ter uitvoering van artikel 34 van het koninklijk besluit van 8 april 1976.

Art. 2. Les organismes saisis d'une demande sont tenus, à partir du mois qui suit la demande, de payer les allocations familiales à titre provisionnel, notamment dans les cas énumérés et selon les modalités imposées au présent arrêté, en faveur des enfants bénéficiaires résidant en Belgique.

Art. 3. § 1^{er}. L'organisme qui cesse d'être compétent sans qu'il y ait extinction du droit aux allocations familiales, est tenu d'en notifier immédiatement le motif à l'allocataire au sens des articles 31 et 33 de l'arrêté royal du 8 avril 1976, en utilisant à cette fin un modèle arrêté par le Ministre des Classes moyennes. Il prend simultanément toutes mesures en vue d'accorder les allocations familiales à titre provisionnel.

§ 2. Le bénéfice du paiement à titre provisionnel est accordé pendant la durée de l'instruction du droit aux allocations familiales dans les cas prévus aux articles 4, 5, 6 et 7. Ce paiement est toutefois limité à la période déterminée par l'article 8 dans les cas qui y sont prévus.

§ 3. Sans préjudice des conditions de paiement fixées par l'article 36 de l'arrêté royal du 8 avril 1976, les allocations familiales sont accordées à titre provisionnel au taux prévu à l'article 17, alinéa 1^{er} dudit arrêté, majoré éventuellement des suppléments d'âge prévus à l'article 21, du même arrêté;

Le supplément prévu à l'article 20, § 2 et les taux visés par les articles 17, alinéa 2, 18, 19 et 20, § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 avril 1976 ne peuvent être accordés que lorsque le droit au bénéfice de ces taux et supplément est établi.

§ 4. Le paiement des allocations familiales à titre provisionnel :

— prend fin en cas d'extinction du droit aux allocations familiales ou lorsque l'organisme compétent a instruit le droit; dans ce dernier cas, des dispositions doivent être prises de concert par les organismes concernés en vue d'éviter une interruption de l'octroi mensuel des allocations familiales lors du changement d'organisme;

— est suspendu si l'instruction du droit aux allocations familiales est retardée en raison de la négligence du demandeur d'allocations familiales.

II. Paiement à titre provisionnel à l'occasion de la fixation du premier droit.

Art. 4. § 1^{er}. L'organisme qui est saisi d'une demande pour la fixation du premier droit d'un attributaire, est tenu de payer à titre provisionnel des allocations familiales lorsqu'il est en possession :

— d'une demande dont le modèle est fixé par le Ministre des Classes moyennes;

— d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers, mentionnant la composition du ménage dont font partie les enfants bénéficiaires d'allocations familiales.

§ 2. Lorsque des données recueillies il apparaît que l'organisme n'est pas compétent, il est tenu de transférer incessamment la demande et les documents déjà recueillis à l'organisme compétent, sans qu'il soit dispensé des obligations prévues à l'article 3, § 2, sauf accord de l'organisme compétent dans la mesure où ce dernier est à même d'éviter une interruption de l'octroi mensuel des allocations familiales.

III. Continuation du paiement des allocations familiales par le même organisme.

A. Continuation du paiement lors de changement d'attributaire.

Art. 5. En cas de changement d'attributaire et sous réserve de ce qui est déterminé dans l'article 8, l'organisme continue à payer à titre provisionnel les allocations familiales du chef de son attributaire. La même obligation lui incombe lorsque le droit doit être fixé par priorité du chef d'un autre attributaire qui peut également faire valoir des droits auprès de lui.

B. Continuation du paiement dans le chef du même attributaire.

Art. 6. Si l'attributaire change de Caisse d'assurances sociales, l'organisme qui cesse d'être compétent et celui qui le devient sont tenus de prendre immédiatement toutes dispositions de concert en vue d'éviter une interruption des paiements mensuels.

En attendant, l'organisme qui cesse d'être compétent octroie les allocations familiales à titre provisionnel jusqu'à la date d'établissement du droit auprès de l'organisme devenu compétent.

C. Continuation du paiement en cas de décès.

Art. 7. En cas de décès d'un des parents d'un enfant bénéficiaire, l'organisme qui accordait les allocations familiales au moment du décès continue à payer ces allocations, à condition qu'il soit en

Art. 2. De instellingen die een aanvraag ontvangen dienen de kinderbijslag provisioneel te betalen vanaf de maand die volgt op de aanvraag, met name in de hierna opgesomde gevallen en volgens de in dit besluit opgelegde regels, voor in België verblijvende rechtgevendende kinderen.

Art. 3. § 1. Een instelling die niet langer bevoegd is zonder dat daarom het recht op kinderbijslag is vervallen, dient dadelijk de reden daarvan mede te delen aan de persoon die conform de artikelen 31 en 33 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 de bijslag-trekkende is, aan de hand van een door de Minister van Middenstand bepaald formulier. Zij doet tegelijkertijd al het nodige met het oog op de provisionele uitkering van de kinderbijslag.

§ 2. Het voordeel van de provisionele uitkering wordt in de gevallen bedoeld in de artikelen 4, 5, 6 en 7 verleend voor de duur van het onderzoek naar het recht op kinderbijslag. Die uitkering is evenwel beperkt tot de in artikel 8 bepaalde periode, in de aldaar bedoelde gevallen.

§ 3. Onverminderd de in artikel 36 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 bepaalde betalingsvoorwaarden wordt de kinderbijslag provisioneel uitgekeerd tegen de in artikel 17, lid 1 van het bovenvermelde besluit vastgestelde bedragen, eventueel verhoogd met de in artikel 21 van hetzelfde besluit bepaalde leeftijdsbijslagen;

De in artikel 20, § 2, bepaalde bijslag en de bij de artikelen 17, lid 2, 18, 19 en 20, § 1 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 bedoelde bedragen mogen slechts worden toegekend wanneer het recht op die bedragen en bijslag is vastgesteld.

§ 4. De provisionele uitkering van de kinderbijslag :

— wordt stopgezet bij verval van het recht op kinderbijslag of wanneer de bevoegde instelling het recht heeft onderzocht; in het laatste geval dienen de betrokken instellingen in overleg met elkaar maatregelen te nemen om te voorkomen dat bij verandering van instelling de maandelijkse uitkering van de kinderbijslag wordt onderbroken;

— wordt geschorst zo het onderzoek naar het recht op kinderbijslag vertraging oploopt door verzuim vanwege de aanvrager van de kinderbijslag.

II. Voorlopige uitkering bij de vaststelling van een eerste recht.

Art. 4. § 1. Een instelling die een aanvraag ontvangt voor de vaststelling van een eerste recht van een rechthebbende, is verplicht provisioneel kinderbijslag te betalen zo zij in het bezit is van :

— een aanvraag waarvan het model bepaald is door de Minister van Middenstand;

— een uittreksel uit het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister dat de samenstelling vermeldt van het gezin waarvan de op kinderbijslag rechtgevendende kinderen deel uitmaken.

§ 2. Zo uit de ingezamelde gegevens blijkt dat de instelling niet bevoegd is, dient zij dadelijk de aanvraag en de reeds ontvangen documenten door te sturen naar de bevoegde instelling, zonder dat zij daarom ontslagen is van de in artikel 3, § 2, bepaalde verplichtingen tenzij met de instemming van de bevoegde instelling voor zover deze laatste in staat is te voorkomen dat het maandelijks uitkeren van kinderbijslag wordt onderbroken.

III. Doorbetaling van kinderbijslag door dezelfde instelling.

A. Doorbetaling bij verandering van rechthebbende.

Art. 5. Bij verandering van rechthebbende en onder voorbehoud van het in artikel 8 bepaalde, gaat de instelling door met de provisionele betaling van kinderbijslag uit hoofde van haar rechthebbende. Zij dient hetzelfde te doen wanneer een voorrangrecht moet worden vastgesteld uit hoofde van een andere rechthebbende die eveneens rechten kan doen gelden bij haar.

B. Doorbetaling uit hoofde van dezelfde rechthebbende.

Art. 6. Zo een rechthebbende van sociaal verzekeringsfonds verandert, dient de instelling die niet langer bevoegd is en die waarop de bevoegdheid overgaat dadelijk in overleg met elkaar al het nodige te doen om te voorkomen dat de maandelijkse uitkeringen worden onderbroken.

Intussen keert de instelling die niet langer bevoegd is provisioneel de kinderbijslag uit, tot het recht is vastgesteld bij de bevoegd geworden instelling.

C. Doorbetaling in geval van overlijden.

Art. 7. Bij overlijden van één van de ouders van een rechtgevend kind gaat de instelling die de kinderbijslag verleende op het tijdstip van het overlijden daarmee door, op voorwaarde dat zij een

possession d'un extrait de l'acte de décès de ce parent, en attendant qu'il fixe ou que l'organisme devenu compétent fixe le droit aux allocations d'orphelins; toutefois si l'organisme précité n'est pas l'organisme d'un des parents, celui-ci ne paie qu'à condition que la personne du chef de qui, au moment du décès les allocations familiales étaient accordées, conserve la qualité d'attributaire.

D. Continuation du paiement en l'absence des formulaires périodiques.

Art. 8. L'organisme continue à payer les allocations familiales à titre provisionnel pour le mois civil suivant celui dans lequel il a demandé des formulaires périodiques devant confirmer la qualité d'enfant bénéficiaire, d'allocataire ou d'attributaire.

IV. Dispositions générales.

Art. 9. En cas de contestation quant à la législation applicable ou à la compétence de l'organisme appelé à octroyer les allocations familiales, l'organisme qui paie à ce moment les allocations familiales ou, si les allocations familiales ne sont pas encore payées, l'organisme auprès duquel la demande d'allocations familiales a été introduite en premier lieu, paie les allocations familiales jusqu'à ce que la contestation soit apaisée.

Pour l'application du présent article, l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, les Caisses d'allocations familiales agréées en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou les Caisses spéciales créées en vertu des articles 31 et 32 des lois coordonnées précitées, l'Etat ainsi que les établissements publics qui sont tenus légalement d'accorder eux-mêmes les allocations familiales à leur personnel, sont assimilés aux organismes visés à l'article 1^{er}, b.

Art. 10. L'organisme qui reçoit une demande d'allocations familiales et qui constate que ces allocations n'étaient plus octroyées en application de l'article 36, § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 avril 1976, est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Art. 11. Lorsque des allocations familiales ont été payées, en vertu du présent arrêté, à titre provisionnel par un organisme visé à l'article 1^{er}, b, en lieu et place d'un organisme, visé à l'article 9, alinéa 2, la régularisation des comptes se fait entre ces organismes. Il n'y a pas de régularisation en ce qui concerne les allocations familiales payées par et pour le compte des organismes visés à l'article 1^{er}, b.

Toutefois, le remboursement des allocations familiales versées à titre provisionnel par un organisme visé à l'article 9, alinéa 2, ne pourra être effectué que si l'attributaire dans le régime des travailleurs indépendants satisfait au prescrit de l'article 36, § 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1976, sauf dans les cas énumérés à l'article 36, § 3 du même arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,
J. DUPRE

uittreksel uit de overlijdensakte van deze ouder bezit, in afwachting van de vaststelling van de wezenbijslag door haarzelf of door de instelling waarop de bevoegdheid is overgegaan; indien de voormelde instelling evenwel niet de instelling is van een van de ouders, keert zij alleen uit op voorwaarde dat de persoon uit hoofde van wie de kinderbijslag op het tijdstip van het overlijden werd verleend, zijn hoedanigheid van rechthebbende behoudt.

D. Door betaling wanneer periodieke formulieren ontbreken.

Art. 8. De instelling keert verder provisioneel de kinderbijslag uit over de kalendermaand na die waarin zij om periodieke formulieren heeft verzocht die de hoedanigheid van rechtgevend kind, bijslag-trekkende of rechthebbende moeten bevestigen.

IV. Algemene bepalingen.

Art. 9. In geval van geschil over de toepasselijke wetgeving of over de bevoegdheid van de instelling die de kinderbijslag moet toekennen, betaalt de instelling die op dat ogenblik de kinderbijslag uitbetaalt of indien de kinderbijslag nog niet is uitbetaald, de instelling waarbij de aanvraag om kinderbijslag het eerst werd ingediend, provisioneel de kinderbijslag uit, totdat het geschil is beslecht.

Voor de toepassing van dit artikel worden de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, de op grond van de samengeo-ordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders erkende kinderbijslagfondsen of de op grond van artikel 31 en 32 van de voormelde samengeo-ordende wetten opgerichte bijzondere fondsen, de Staat en de overheidsinstellingen die er wettelijk toe verplicht zijn zelf de kinderbijslag uit te keren aan hun personeel, gelijkgesteld met de in artikel 1, b, bedoelde instellingen.

Art. 10. Een instelling die een aanvraag om kinderbijslag ontvangt en die vaststelt dat deze bijslag niet meer is toegekend bij toepassing van artikel 36, § 1 van het koninklijk besluit van 8 april 1976, is ertoe gehouden het bepaalde in artikel 4 van dit besluit toe te passen.

Art. 11. Wanneer een instelling, bedoeld in artikel 1, b, op grond van dit besluit provisioneel kinderbijslag heeft betaald in de plaats van een instelling, bedoeld in artikel 9, lid 2, vindt tussen deze instellingen een regularisatie plaats. Wat de kinderbijslag betreft die betaald werd door of voor rekening van de instellingen bedoeld in artikel 1, b, vindt er geen regularisatie plaats.

De door een in artikel 9, lid 2 bedoelde instelling provisioneel uitgekeerde kinderbijslag kan evenwel niet terugbetaald worden indien de rechthebbende in het stelsel der zelfstandigen niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 36, § 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1976, behoudens in de gevallen opgesomd in artikel 36, § 3 van hetzelfde besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand,
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
J. DUPRE